



# ACTIVITÉS



<b>12</b>	Interview du directeur général
<b>14</b>	Domaine minier
<b>18</b>	Exploration
<b>19</b>	Développement
<b>26</b>	Production et réserves
<b>28</b>	Commercialisation
<b>30</b>	Ressources humaines
<b>32</b>	Hygiène, sécurité et environnement
<b>34</b>	Développement durable et activités de diversification

---

**INTERVIEW**

# HENRI-MAX NDONG-NZUE

Directeur général



## » AU PREMIER TRIMESTRE 2015, TOTAL GABON A ÉTÉ ENDEUILLÉ PAR DEUX ACCIDENTS MORTELS, LES PREMIERS DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES. COMMENT L'ENTREPRISE A-T-ELLE FAIT FACE À CES ÉVÈNEMENTS ?

Avec deux accidents mortels, l'année 2015 a été particulièrement difficile pour Total Gabon. Nos pensées vont d'abord vers les familles des deux disparus.

Ces drames interviennent dans un contexte d'amélioration continue de notre performance HSE. En effet, malgré la forte activité que nous avons connue du fait notamment du projet de redéveloppement d'Anguille, le taux de fréquence des accidents (TRIR), et le nombre d'incidents avec arrêts (LTIF), ont reculé respectivement de 35 % et 76 % sur ces quatre dernières années.

Au-delà, je voudrais saluer la forte mobilisation et l'engagement des collaborateurs après le choc provoqué par ces disparitions pour renforcer la culture HSE au sein de nos équipes et chez nos sociétés sous-traitantes afin que plus jamais il n'y ait de nouveau un accident mortel à Total Gabon.

## » FACE À UNE CONJONCTURE PARTICULIÈREMENT DÉFAVORABLE, L'ENGAGEMENT ET LA COMPÉTENCE DES COLLABORATEURS SONT-ILS LE PRINCIPAL ATOUT DE TOTAL GABON ?

Le développement des ressources humaines est un axe particulièrement important de la politique de Total Gabon.

Depuis 2009, nous avons recruté plus de 220 collaborateurs gabonais, qui représentent aujourd'hui plus de la moitié des effectifs nationaux de la Société. Notre priorité est désormais de les accompagner en favorisant le développement de leur compétence. En 2015, cela s'est traduit par la mise en place des parcours de professionnalisation. De plus, nous mettons un accent particulier sur la formation dont le budget a doublé pour s'établir aujourd'hui à plus de 1,6 milliard de Francs CFA (~ 2,7 M\$).

Ces efforts contribuent à l'amélioration de notre efficacité opérationnelle mais ont aussi un impact significatif dans l'adhésion et la loyauté des collaborateurs aux valeurs de l'entreprise comme en témoigne la participation de ceux-ci à l'initiative de réduction de coûts lancée mi-2014 par la Société et dénommée 4C&D « Challenger les Coûts, Changer de Culture et Délivrer ». Les nombreuses propositions présentées par les collaborateurs nous ont permis de réduire nos dépenses au-delà des objectifs fixés !

### » QUELS SONT LES AUTRES LEVIERS À VOTRE DISPOSITION POUR MAINTENIR LA PERFORMANCE DE TOTAL GABON ?

Il est important de rappeler le défi auquel nous sommes confrontés. En 18 mois, de juin 2014 à janvier 2016, les prix du pétrole, pour la cotation Brent de mer du Nord, sont passés de 115 \$/bbl à 30 \$/bbl, soit une chute de près de 75% !

Dans un premier temps, nous avons lancé notre programme 4C&D de réduction des coûts et revu, dès janvier 2015, nos investissements, en arrêtant les projets à la rentabilité insuffisante et en repoussant les autres de manière à assurer nos équilibres financiers.

Le niveau atteint aujourd'hui par les prix du pétrole nous oblige à aller bien plus loin en matière de réduction des coûts, en renégociant les marges avec nos fournisseurs de biens et services, mais aussi en gagnant en efficacité opérationnelle. Pour ce faire, nous menons actuellement une réflexion sur notre mode opératoire. En parallèle, nous avons lancé une étude sur un plan d'optimisation de nos effectifs, d'amélioration des compétences et pour une plus grande prise en compte de la performance individuelle dans la rémunération des collaborateurs. Ces réflexions aboutiront à un plan d'actions, dont la mise en oeuvre dès 2016 devrait nous permettre de respecter nos équilibres financiers, gage de pérennité pour Total Gabon.

Notre priorité est de baisser notre point mort dans le respect absolu de nos règles en matière de HSE, valeur fondamentale de notre Société.

### » CE CONTEXTE ÉCONOMIQUE AFFECTE-T-IL LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET DE REDÉVELOPPEMENT EN COURS ?

Conformément aux orientations du Conseil d'administration, Total Gabon maintient un volume d'investissements pour soutenir sa production afin de ne pas hypothéquer son avenir. En 2015, nous avons, avec 4 nouveaux puits producteurs, finalisé la campagne de forage du projet de redéveloppement d'Anguille. Avec un potentiel de production de 20 kb/j, les résultats de cet investissement sont conformes à nos attentes.

Les études se poursuivent pour une phase 4 de redéveloppement d'Anguille et un possible redéveloppement de Torpille qui nous permettraient de limiter le déclin naturel de nos champs.

Au-delà, Total Gabon poursuit l'évaluation et l'inventaire de la prospectivité rémanente du permis Diaba.

### » QUELS AUTRES FAITS MARQUANTS RETENEZ-VOUS DE 2015 ?

Pour Total Gabon, l'avenir se construit maintenant. À l'instar de son actionnaire principal, le groupe Total, Total Gabon a lancé en 2015 une enquête pour mesurer la satisfaction et l'engagement de ses collaborateurs, et a organisé en parallèle des sessions de réflexion sur la définition d'une vision et d'une ambition communes pour la Société. Les conclusions de cette démarche seront déclinées en projet d'entreprise et contribueront à renforcer notre sentiment d'appartenance et la mobilisation de tous.

Notre Société a de belles perspectives à la condition que nous réussissions impérativement sa mutation en réduisant nos coûts par baril. C'est le passage obligé pour pérenniser notre entreprise et saisir d'éventuelles opportunités comme le projet de la phase 4 du redéveloppement d'Anguille, la compression de l'offshore Sud, les projets d'injection d'eau sur Anguille Nord-Est, Hylia et Port-Gentil Océan, un futur redéveloppement de Torpille, et d'autres projets.

## ACTIVITÉS

# DOMAINE MINIER

### » TITRES MINIERES DE RECHERCHE

Le domaine minier d'exploration de Total Gabon, d'une superficie totale de 9 075,62 km<sup>2</sup> au 31 décembre 2015, est constitué du permis opéré marin Diaba G4-223.

Le permis opéré offshore profond Diaba G4-223 (Total Gabon, opérateur avec une participation de 42,5 %) est entré, le 2 février 2015, dans sa troisième et dernière période d'exploration pour une durée de 3 ans.

Le permis Mutamba-Iroru (Total Gabon 50 %), selon l'administration gabonaise, est arrivé à expiration en février 2013. L'octroi d'une autorisation exclusive d'exploitation relative à la découverte de Ngongui dépend d'un accord actuellement en cours de discussion avec l'administration sur la renégociation de certains termes contractuels du CEPP Mutamba.

Le permis terrestre Nziembou (Total Gabon 20 %), après l'extension de 9 mois obtenue de la République gabonaise, est arrivé à échéance le 15 juin 2015. Les partenaires ont décidé de rendre à la République gabonaise la partie du permis qui n'a pas fait l'objet de découverte.

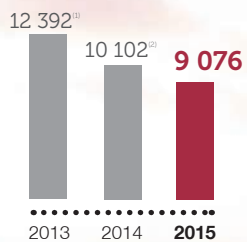
### » TITRES MINIERES D'EXPLOITATION

Sur le permis terrestre Nziembou (Total Gabon 20 %), la partie qui a fait l'objet d'une découverte (Igongo G5-128) a donné lieu à une autorisation exclusive de développement et d'exploitation (AEDE) pour une période initiale de 15 ans, à compter de la mise en production du gisement le 7 juin 2015. Cette AEDE est renouvelable deux fois pour une période de 5 ans chacune.

Après plusieurs mois de négociations, le permis Mboga G5-86 a été cédé à la République gabonaise. La prise d'effet de la cession a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

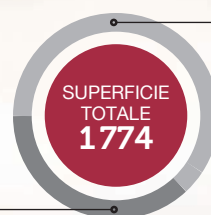
## SUPERFICIE DES TITRES MINIERES DE RECHERCHE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Superficie en km<sup>2</sup>



## TITRES MINIERES D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2015

Superficie en km<sup>2</sup>



Titres miniers en régime Convention  
1 130,06

Titres miniers en régime CEPP  
644,17<sup>(3)</sup>



<sup>(1)</sup> dont 2 120 km<sup>2</sup> pour les titres miniers non opérés.  
<sup>(2)</sup> dont 1 027 km<sup>2</sup> pour les titres miniers non opérés.  
<sup>(3)</sup> Total Gabon opérateur.

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DU DOMAINE MINIER**

au 31 décembre 2015

	Superficie en km <sup>2</sup>	Date attribution	Durée/ans ( ) période en cours	Expiration période en cours	Participations	
<b>TITRES MINIERS D'EXPLOITATION</b>						
<b>RÉGIME CONVENTION I Concessions minières en mer</b>						
1	Ntchengué Océan G6-14	12,00	08/02/1968	75	07/02/2043	Total Gabon 100 %
2	Port-Gentil Océan G6-15	13,00	03/10/1968	75	02/10/2043	Total Gabon 100 %
3	Grand Anguille Marine G6-16	380,50	08/02/1968	75	07/02/2043	Total Gabon 100 %
4	Torpille G6-17	56,00	18/04/1969	75	17/04/2044	Total Gabon 100 %
5	Grondin-Mandaros Marine G6-21	287,95	28/08/1972	75	27/08/2047	Total Gabon 65,275 % (op.) - TPPG <sup>(1)</sup> 34,725 %
6	Girelle Marine G6-22	52,00	02/07/1974	75	01/07/2049	Total Gabon 65,275 % (op.) - TPPG 34,725 %
7	Pageau Marine G6-23	45,50	02/07/1974	75	01/07/2049	Total Gabon 65,275 % (op.) - TPPG 34,725 %
8	Barbier Marine G6-24	74,00	02/07/1974	75	01/07/2049	Total Gabon 65,275 % (op.) - TPPG 34,725 %
<b>RÉGIME CONVENTION I Permis d'exploitation en mer (PEX)</b>						
9	Ayol Marine G5-36	36,40	01/08/1981	20+10+(5)+5	30/07/2016	Total Gabon 100 %
<b>RÉGIME CONVENTION I Concessions minières à terre</b>						
10	Ozouri C-14	25,08	13/10/1958	75	12/10/2033	Total Gabon 100 %
11	Pointe Clairette-Cap Lopez G6-5	95,04	31/08/1960	75	30/08/2035	Total Gabon 100 %
12	M'Bega G6-6	30,60	03/09/1960	75	02/09/2035	Total Gabon 100 %
13	Ntchengué G6-9	16,90	24/01/1963	75	23/01/2038	Total Gabon 100 %
<b>RÉGIME CONVENTION I Permis d'exploitation à terre (PEX)</b>						
14	Mandji Sud-Ntchengué NE G5-55 <sup>(4)</sup>	5,09	07/01/1993	10+5+(5)	06/01/2013	Total Gabon 100 %
<b>RÉGIME CEPP I Autorisations exclusives d'exploitation en mer (AEE)</b>						
15	Hylia II G5-113	35,24	01/01/2013	(10)+5+5	31/12/2021	Total Gabon 55,687 % (op.) - TPPG 19,313 % - République gabonaise 25 %
16	Baudroie-Mérou Marine G5-90 <sup>(3)</sup>	296,00	01/01/2003	10+(5)+5	02/01/2018	Total Gabon 50 % (op.) - MPDC Gabon 50 %
<b>RÉGIME CEPP I Autorisations exclusives d'exploitation à terre (AEE)</b>						
17	Coucal G5-112	26,50	01/01/2011	(10)+5+5	31/12/2020	Total Gabon 43,695 % (op.) - Shell Gabon 42,5 % - TPPG 13,805 %
18	Avocette-Dianongo G5-111	46,10	01/01/2011	(10)+5+5	31/12/2020	Total Gabon 43,6055 % (op.) - Shell Gabon 42,5 % - TPPG 13,8945 %
19	Atora G5-82	195,49	15/02/2001	10+(5)+5	14/02/2016	Total Gabon 40 % (op.) - Shell Upstream Gabon 40 % - Shell Gabon 20 %
20	Mboga G5-86 <sup>(6)</sup>	44,84	19/12/1999	10+5+(1)	01/01/2016	Total Gabon 100 %
21	Rabi-Kounga G5-40	129,06	01/01/2003	10+(5)+5	31/12/2017	Shell Gabon 42,5 % (op.) - Total Gabon 32,924 % - TPPG 14,576 % - Shell Upstream Gabon 10 %
<b>RÉGIME CEPP I Autorisation Exclusive de Développement et d'Exploitation à terre (AEDE)</b>						
22	Igongo G5-128 <sup>(6)</sup>	118,00	07/06/2015	(15)+5+5	06/06/2030	Perenco 40% (op) - Tullow 40% - Total Gabon 20 %

**TITRES MINIERS DE RECHERCHE**

<b>RÉGIME CEPP I Autorisations exclusives d'exploration (AEE)</b>						
23	Diaba G4-223 <sup>(5)</sup>	9075,62	31/01/2007	3,5+3,5+1+(3)	01/02/2018	Total Gabon 42,50% (op.) - Cobalt CIE Gabon Diaba 21,25% - Marathon Upstream Gabon Limited 21,25% - République gabonaise 15 %
	Mutamba Iroru G4-219 <sup>(2)</sup>	0,00	11/11/2005	3,5+(2+1)	10/02/2013	Vaalco 50 % (op.) - Total Gabon 50 % (op.)
	Nziembou G4-186 <sup>(7)</sup>	0,00	05/11/1997	3,5+3,5+2,5+(2+0,25+0,5)	15/06/2015	Perenco 40 % (op.) - Tullow 40% - Total Gabon 20 %

(1) TPPG: Total Participations Pétrolières Gabon, société de droit gabonais du groupe Total, filiale à 100% d'Elf Aquitaine qui a reçu sous forme d'apport les actifs pétroliers détenus par Elf Aquitaine au Gabon.

(2) Période en cours expirée. Demande d'une A.E.E (NGONGUI) introduite auprès de la République gabonaise. Négociation d'un nouveau CEPP par l'opérateur.

(3) Arrêté signé le 29 janvier 2015, avec effet au 2 janvier 2013, pour le passage en seconde période de l'Autorisation Exclusive de Développement et d'Exploitation.

(4) Demande de renouvellement introduite auprès de la République gabonaise.

(5) Obtention du passage en 3<sup>e</sup> période pour une durée de 3 ans à compter du 2 février 2015.

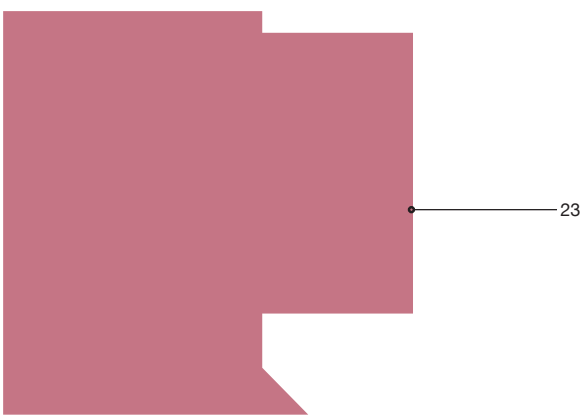
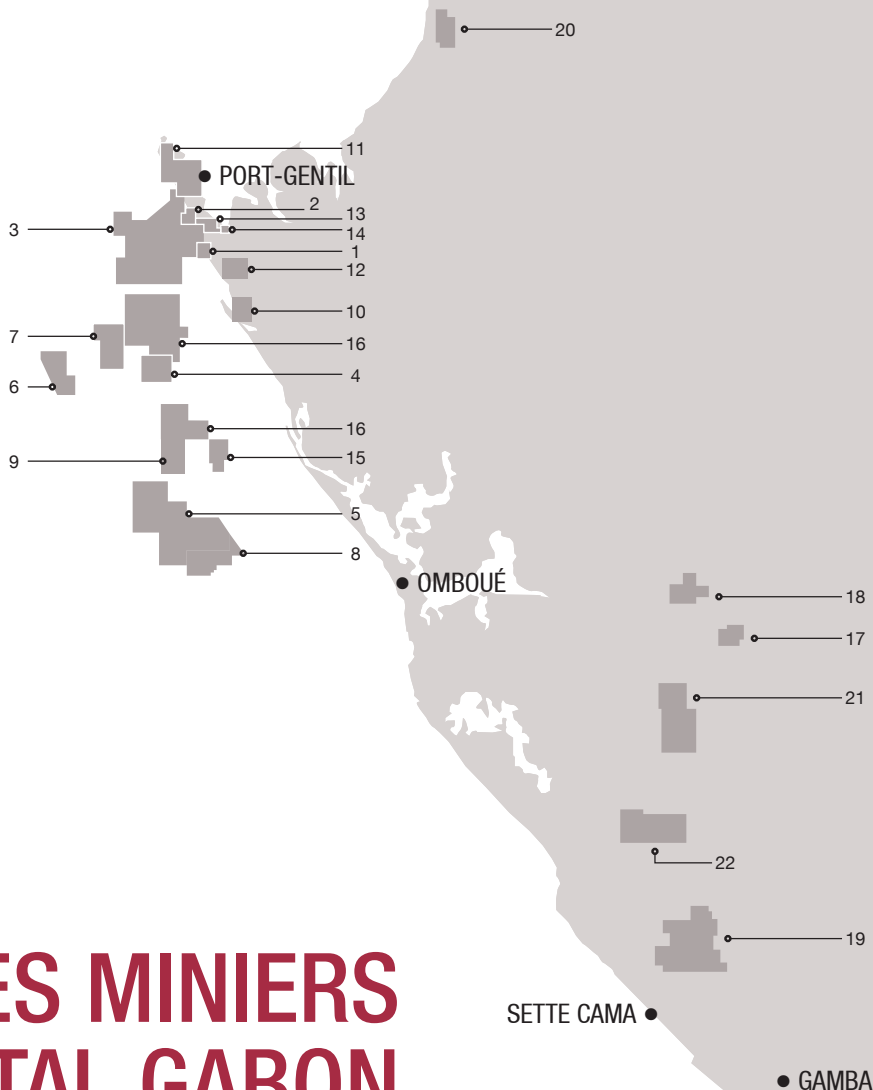
(6) Suite à la découverte sur le permis Nziembou, obtention d'une AEDE Igongo pour une période initiale de 15 ans, à compter de la date de mise en production du gisement le 7 juin 2015.

(7) Au cours du Comité Technique du 10 juin 2015, les partenaires ont décidé de rendre à la République gabonaise la partie du permis Nziembou qui n'a pas fait l'objet de découverte.

(8) Après plusieurs mois de négociations, le permis Mboga G5-86 a été cédé à la République gabonaise avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

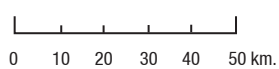
# TITRES MINIERS DE TOTAL GABON

AU 31/12/2015



GABON

■ Titres miniers d'exploitation  
■ Titres miniers de recherche





## ACTIVITÉS

# EXPLORATION

### » TRAVAUX D'EXPLORATION

Sur le permis Diaba (Total Gabon opérateur, 42,5%), suite à la découverte en août 2013 d'une accumulation de gaz à condensats dans les réservoirs ante-salifères de la formation Gamba, une réévaluation globale de la prospectivité a été réalisée sur l'ensemble du bloc. Cette étude a mis en évidence une prospectivité importante à l'ouest du permis, qui n'était pas couverte par la sismique 3D existante. Les données sismiques acquises fin 2014 sur la zone ouest du permis sont en cours de traitement et devraient permettre un inventaire complet de la prospectivité de ce permis. Un premier cube fast-track a été livré en avril 2015.

L'interprétation de ce cube fast-track confirme la présence d'objets prospectifs à l'ante-sel, à l'ouest de la structure de Mango forée par le puits Diaman-1. Les travaux d'évaluation pétrolière se poursuivent afin de préciser l'intérêt économique potentiel de cette prospectivité avant une possible décision de forage.

Sur le permis Nziembou (Total Gabon 20%), l'Autorisation Exclusive d'Exploration (AEE) a expiré le 15 juillet 2015, après l'extension de neuf mois de la cinquième période d'exploration obtenue afin de forer le puits de Monbou-1 à l'ante-salifère. Ce puits a été abandonné en avril 2015.

Sur l'AEDE d'Igongo G5-128 (Total Gabon 20%), le puits Igongo-1ST a été connecté aux installations d'Echira opérées par Perenco. Les tests de production commencés en juin 2015 ont été suspendus en octobre 2015, la productivité du puits ayant chuté après un arrêt pour l'acquisition de mesures réservoir. Suite à la réalisation de perforations complémentaires le 23 décembre 2015, le puits a été testé le 28 décembre à 1 200 b/j. Les tests de production se poursuivront en 2016 pour évaluer le comportement dynamique de ces réservoirs et préciser le programme de délimitation de cette découverte.

Sur le permis Mutamba (Total Gabon 50%), les études et travaux sont suspendus en attendant l'aboutissement des négociations en cours avec la République gabonaise sur l'AEE (couvrant la découverte Ngongui) et un nouveau CEPP (couvrant le reste du permis).

Sur les permis d'exploitation opérés offshore, l'évaluation du potentiel d'exploration résiduel aux thématiques ante-salifères et post-salifères se poursuit. Sur le permis de Torpille en particulier, les données acquises lors de la sismique 3D OBN réalisée en 2014 sont en cours de traitement. Les cubes fast-track ont été livrés en juin 2015 et les cubes finaux seront disponibles en mai 2016. L'objectif est d'évaluer un éventuel intérêt à l'ante-salifère sous le champ.

## ACTIVITÉS

# DÉVELOPPEMENT

## ACTIFS OPÉRÉS

En 2015, dans le cadre des travaux de la phase 3 du redéveloppement du champ maritime d'Anguille, quatre nouveaux puits ont été mis en production ; soit un total de 18 puits réalisés (sur vingt-et-un). Ce projet est d'ores et déjà à l'objectif initialement prévu de 20 000 b/j. Par ailleurs, pour cette année, le programme des grands travaux d'intégrité (GTI) destinés à prolonger la durée de vie des plateformes des sites de Grondin et de Torpille a été établi sur la base d'une approche ciblée d'appels d'offres spécifiques plateforme par plateforme afin d'en optimiser les coûts. À compter de 2016, Total Gabon envisage de poursuivre cette stratégie pour les campagnes de peinture à venir.

### » PROJETS À CARACTÈRE ENVIRONNEMENTAL

#### Maitrise des émissions de gaz à effet de serre

- Sur le site de Grand Anguille Ablette Marine (GAAM), le projet de compression et de rénovation de la plateforme de GAAM, destiné à moderniser les installations de ce champ et réduire le brûlage du gaz, a été arbitré suite à la baisse des prix du brut qui a dégradé l'économie de ce projet.
- Sur le site de Grondin, le projet de remplacement et de dégoulotage de la compression de Barbier, et d'installation d'une nouvelle ligne de retour du gaz basse pression de Mandaros vers Barbier permettant l'augmentation des capacités de fourniture de gaz haute pression pour réduire le brûlage du gaz et l'activation des puits a été reporté à 2017 du fait des contraintes budgétaires. La mise en service pourrait être effectuée courant 2019. Une revue de l'avant-projet a été lancée afin d'intégrer l'évolution des hypothèses réservoirs et optimiser les coûts du projet. L'objectif est d'émettre, à la fin du premier trimestre 2016, un cahier des charges révisé afin que les études de *basic engineering* et les approvisionnements de matériel reprennent dès 2016, pour préparer la reprise du projet en 2017.
- Depuis leur mise en service, il y a plusieurs décennies, les installations de production ont vu leurs débits et les procédés de traitement évoluer significativement. Les débits de gaz rejetés à l'atmosphère ont sensiblement diminué et leurs compositions se sont modifiées. Des travaux sont nécessaires pour fiabiliser le brûlage du gaz et ainsi éviter des rejets de gaz venté.

- Le niveau de dégradation de la torche d'AGMP a conduit à des travaux urgents de renforcement provisoire de la structure tripode, réalisés en juin 2015. Des travaux de réparation plus importants sont à réaliser d'ici deux ans.

#### Maitrise de la teneur en hydrocarbures dans les eaux de production

Au terminal du Cap Lopez, l'unité de traitement secondaire comprend trois filtres coalesceurs, un flottateur et quatre turbocyclones qui permettront de réduire les teneurs en hydrocarbures des eaux de production rejetées à moins de 10 mg/l. La mise en route de l'unité initialement prévue au deuxième trimestre 2015 est reportée suite à la détection de problèmes vibratoires sur les équipements.

## SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DE FORAGE OPÉRÉES EN 2015

✓ Terminé au 31/12/2015

Puits	Permis	Appareil	Zone	Mètres forés	Reste à forer	Remarques	Statut
AGMN-512 (WO)	Grand Anguille Marine G6-16	SETTY	Mer	-	-	Coverision Producteur en Injecteur	✓
AGMN-078 (New)	Grand Anguille Marine G6-16	SETTY	Mer	3 565	-	Neuf / Développement / Producteur	✓
AGMN-079 (New)	Grand Anguille Marine G6-16	SETTY	Mer	3 383	-	Neuf / Développement / Producteur	✓
TRM-014 (WO)	Torpille G6-17	Bellator	Mer	-	-	Gros Entretien	✓
TRM-015 (WO)	Torpille G6-17	Bellator	Mer	-	-	Gros Entretien	✓
AGMN-080 (New)	Grand Anguille Marine G6-16	SETTY	Mer	3 235	-	Neuf / Développement / Producteur	✓
AGMN-081 (New)	Grand Anguille Marine G6-16	SETTY	Mer	2 906	-	Neuf / Développement / Producteur	✓
GIM-007 (P&A)	Girelle Marine G6-22	SETTY	Mer	144	-	Fermeture / Abandon	✓
GIM-006 (P&A)	Girelle Marine G6-22	SETTY	Mer	142	-	Fermeture / Abandon	✓
GIM-008 (P&A)	Girelle Marine G6-22	SETTY	Mer	139	-	Fermeture / Abandon	✓
<b>TOTAL (nombre de mètres forés)</b>				<b>13 514</b>	-		

## »ÉTUDES ET TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DES CHAMPS EN MER

### Anguille

Pour rappel, l'objectif principal du projet de redéveloppement du champ d'Anguille est d'augmenter la production des horizons Anguille Inférieur, Anguille Supérieur et Anguille Terminal. Le redéveloppement du champ d'Anguille, mis en production en 1966, associe le développement de réserves additionnelles, la pérennisation des installations existantes et la réduction de l'empreinte des activités de la Société sur l'environnement.

Le projet de la phase 3 de redéveloppement du champ d'Anguille comprenait 21 puits supplémentaires à forer depuis la nouvelle plateforme AGMN située dans la partie nord du champ. Avec deux puits forés en 2012, cinq en 2013, sept en 2014 et quatre en 2015, ce sont 18 puits (sur 21) qui auront été réalisés dans le cadre de phase 3 du projet de redéveloppement du champ d'Anguille. Le forage des trois puits restants a été reporté en raison d'une économie dégradée par la faiblesse des prix du pétrole et de capacité de production limitée. Bien que le forage des trois derniers puits soit reporté, ce projet est d'ores et déjà à l'objectif de 20 000 b/j initialement prévu.

En 2015, les opérations les plus marquantes ont été les suivantes :

- la campagne de forage avec les nouveaux puits AGMN078, AGMN079, AGMN080 et AGMN081 mis en production en 2015 ont permis un apport de productions additionnelles ;
- la campagne de reprise de puits sur les champs d'Anguille (Work Over AGM512) et de Torpille (Work Over TRM014 et TRM015) ;
- la campagne de *coiled tubing* sur les champs d'Anguille et de Girelle ;
- la poursuite des travaux d'intégrité/pérennité sur les installations offshore (Anguille, Torpille et Grondin) ;
- le remplacement des générateurs, des pompes export et de la cabine électrique sur le champ de Pageau.

Enfin, une quatrième phase du projet de redéveloppement du champ d'Anguille est à l'étude. À l'issue de l'étude de screening, les concepts retenus prévoient une nouvelle plateforme AGMS reliée par passerelle à la plateforme AGMP et comprennent, soit 13 puits activés par pompes électriques de fond de puits (ESP – *Electrical Submersible Pumps*), soit 15 puits activés par du gas-lift à une pression de 120 bars.

Les deux concepts d'activation présentent des résultats économiques proches, malgré un coût d'investissement et d'opération supérieur dans le cas du pompage de fond de puits qui est compensé par une production plus élevée. Il a été décidé de poursuivre l'étude conceptuelle incluant les deux cas d'activation afin de réduire les coûts d'investissement et également d'intégrer des optimisations du mode opératoire des champs de l'offshore (actuellement en cours de revue). L'objectif est de définir un concept de développement économique afin de démarrer l'avant-projet au troisième trimestre 2016.

### Grands travaux d'intégrité

En 2015, le programme des travaux a été établi sur la base d'une approche ciblée d'appels d'offres spécifiques plateforme par plateforme. La campagne de peinture est terminée sur les plateformes GRM1, GRMPFC, GRM2, BAM1, GENM, TNEM, BDM, TRM1, TRMPFC, TRMPFQ, Hylia et MAM. Le contrat de peinture a pris fin en juillet 2015 et la stratégie pour 2016/2018 prévoit une campagne plateforme par plateforme. Le début des travaux devrait être lancé au deuxième trimestre 2016.

### Grondin

En 2013, l'avant-projet de rénovation des quartiers d'habitation du site de Grondin a été lancé. L'appel d'offres ingénierie a été lancé fin 2014. Les études de *basic engineering*, finalisées en juillet 2015, ont conduit à un appel d'offres pour le lancement des travaux de démantèlement partiel du quartier d'habitation de Grondin dont le démarrage, initialement prévu en décembre 2015, est reporté au deuxième semestre 2016.

Par ailleurs, un projet de traitement de gaz combustible du moteur du compresseur gaz de Gonelle a été mené. Ce projet vise essentiellement à optimiser le rendement actuel et à fiabiliser le fonctionnement du moteur thermique du compresseur. Une unité de traitement de gaz basée sur une technologie de filtration membranaire a été sélectionnée en remplacement de l'unité actuelle. L'installation du skid est terminée et le démarrage a été réalisé en octobre 2015.

### Torpille

Pour répondre à une exigence de sécurité, l'électrification du réchauffeur de l'unité de régénération de glycol de l'unité de traitement de gaz HP du complexe de Torpille est nécessaire et est prévue pour 2016. Les études et approvisionnements ont débuté le 18 novembre 2015.

Sur le projet d'injection d'eau pour le maintien de pression, le contexte économique actuel marqué par la baisse significative des prix du pétrole et les arbitrages budgétaires nécessaires ont conduit à redéfinir l'étendue du projet.

Par ailleurs, la technique de pose de pipeline de type Zaplock a été qualifiée et constitue le cas de base de l'exécution du projet. Le *basic engineering*, l'ingénierie de détail et les approvisionnements de ce projet ont débuté, comme prévu, au deuxième trimestre 2015.

### Hylia, Baudroie et Baudroie Nord

Une étude de niveau conceptuel est en cours afin d'améliorer la récupération d'huile par l'installation de pompes électriques de fond de puits (ESP – Electrical Submersible Pumps) sur les champs d'Hylia, de Baudroie et de Baudroie Nord. Elle a pour objectif de déterminer, puis de lever les goulots électriques et procédés des installations de surfaces existantes qui limitent le nombre de puits candidats au pompage.

### Pageau

Pour rappel, le projet de rénovation de Pageau, qui traite et exporte principalement la production du champ de Girelle, consiste à remplacer les pompes d'expédition d'huile, la cabine électrique et les groupes électrogènes actuels devenus obsolètes, par des équipements de nouvelle génération. Débutés en juillet 2015, les travaux de raccordement des nouveaux équipements se poursuivent.

## » ÉTUDES ET TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT SUR LES CHAMPS À TERRE

### Installations sur l'île Mandji

- **Port-Gentil Océan**

L'injection d'eau demeure arrêtée sur le champ de Port-Gentil Océan (PO) en raison de l'éclatement (sans autre conséquence) de la conduite d'eau pressurisée reliant le site à terre de PG2 au puits injecteur PO007. Un nouveau dispositif d'injection a été proposé et validé. La réparation de la conduite a été réalisée en février 2014. La découverte de pressions annulaires anormalement élevées sur le puits PO007, dans lequel était prévue l'injection d'eau, a conduit à rechercher d'autres puits injecteurs. Les puits PO003 et PO009 ont été choisis pour servir d'injecteurs à la place de PO007. Cette situation a entraîné la révision du scope du projet. Le matériel nécessaire à la réalisation du projet est en cours d'approvisionnement pour un début de réalisation sur site prévu à partir du deuxième semestre 2016. La mise en service est prévue pour début 2017.

- **Anguille Nord-Est**

La reprise de l'injection d'eau est prévue sur le champ d'Anguille Nord-Est (ANE). Des études géosciences ont permis de sélectionner un certain nombre de puits injecteurs et d'évaluer les débits d'injection nécessaires, ainsi que les enjeux associés au projet. Les résultats encourageants des derniers puits forés ANE012 et ANE013 ont été intégrés à l'étude et ont conduit à augmenter significativement les débits d'injection envisagés. Des tests d'intégrité des puits identifiés ont été réalisés et confirment la disponibilité des puits pour l'injection. Des tests d'injectivité ont été réalisés fin février 2015 et confirment la possibilité d'injecter sur quatre des six puits envisagés. Les paramètres d'injectivité mesurés pendant la campagne permettront de finaliser l'étude. En parallèle, des essais de remise en service de l'équipement de relevage, de traitement et de pompage de l'eau de la lagune ont été effectués à PG2.

Les investissements de ce projet ont été reportés à 2016. Par conséquent, sa mise en service devrait s'effectuer fin 2016.

Par ailleurs, une étude préliminaire de redéveloppement du champ d'Anguille Nord-Est (ANE) a été lancée début 2016. Elle considère deux scénarios :

- l'installation de 6 nouveaux puits (4 producteurs et 2 injecteurs) sur la plateforme ANE mer avec le délestage de puits hydratés de l'île Mandji, sans modification des installations de traitement de PG2 ;
- ou 9 nouveaux puits (6 producteurs et 3 injecteurs) sur la plateforme ANE mer avec modification de l'usine de traitement de PG2 pour augmenter la capacité.

- **Réhabilitation de Ntchengué**

Les travaux de réhabilitation de ce site par bio-remédiation des terres souillées ont été lancés en 2013 et demeurent en cours. Ils succèdent à la première phase du projet consistant à vidanger et nettoyer les installations de l'ancien centre de stockage de Ntchengué et à la deuxième phase visant à démonter les bacs et les tuyauteries, réalisées en 2012. Une plateforme sur trois a été réceptionnée en 2014. En 2015, le traitement des deux autres plateformes s'est poursuivi.

- **Pipelines îles Mandji**

Suite à l'expansion de la ville de Port-Gentil et pour éviter des constructions anarchiques, des protections de pipelines respectant les distances de sécurité ont été mises en place. Le détournement des pipelines à gaz hors des zones urbanisées est également finalisé. Les deux pipelines gaz qui traversaient la zone urbaine de Ntchengué à Clairette Centre ont été isolés. Les études et la pose d'un pipeline 20" pour re-router les deux pipelines huiles qui passent encore dans ces zones devraient être reprises au deuxième trimestre 2016, au niveau avant-projet, pour passer en projet en 2017 et être réalisées en 2018.

- **Atora**

La campagne de puits infills d'Atora consiste en la conversion d'un puits producteur arrêté en injecteur d'eau et le forage de deux nouveaux puits infills sur les zones centre et sud. L'étude d'avant-projet est en cours pour déterminer le schéma de développement optimal, confirmer l'économicité de la campagne de forage de puits infill et établir un cahier des charges pour le raccordement des puits. D'autre part, les discussions avec un autre opérateur pétrolier se poursuivent pour l'utilisation d'un de ses rigs pour un forage mi-2017. Enfin, une étude est en cours pour identifier les goulots du centre de traitement d'Atora ainsi que pour définir les modifications possibles afin d'augmenter la production. L'objectif est de finaliser l'étude au premier trimestre 2016.

- **Terminal du Cap Lopez**

Une évaluation de la défense contre l'incendie (DCI) du terminal du Cap Lopez a conduit à la décision d'installer une caserne de pompiers à proximité du site. L'amélioration du système de lutte anti-incendie du terminal, décidée en 2012, consistait à fiabiliser l'approvisionnement en eau par l'installation d'un moyen de pompage supplémentaire, à renforcer les réseaux de distribution d'eau et de mousse et à installer un système de détection incendie par fibre optique sur les bacs du terminal.

Une mission menée par des experts de Total a conduit à un ajustement du concept initial. Les travaux sur le site devraient être lancés à partir de 2017.

L'étude de la protection de la côte du Cap Lopez contre l'érosion a conduit à recommander le lancement d'un projet de protection de la côte dont les études conceptuelles ont été reprises début 2015 pour l'installation, sur la côte Est, d'une barrière physique. Un processus de pré-qualification des entreprises qui seront consultées pour la réalisation des travaux a été effectué afin de s'assurer qu'elles ont pris la mesure des enjeux de sécurité opérationnelle, techniques, environnementaux et de contenu local.

Une étude est en cours afin d'identifier les travaux d'intégrité nécessaires pour la pérennité des opérations du terminal pétrolier, les classer par ordre de priorité et estimer les coûts associés.

Par ailleurs, une étude de *flow* assurance est en cours afin de confirmer la capacité et l'opérabilité du réseau de pipeline transportant l'huile stabilisée venant des installations des tiers et des champs de Coucal et Avocette. La méthodologie consiste à faire un état des lieux, définir des fenêtres opératoires et proposer des modifications afin d'assurer la pérennité des opérations du réseau. Les travaux d'intégrité nécessaires incluant le changement du pipeline 12" (si les réparations s'avèrent trop coûteuses) seront étudiés pour estimer les coûts associés.

## ACTIVITÉS NON OPÉRÉES

### Rabi-Kounga

Les activités sur le champ de Rabi-Kounga en 2015 ont porté principalement sur :

- la préparation de la campagne *short radius side strack (SRST-A)* qui comprend 5 puits (réalisation prévue en 2016) ;
- l'implémentation du *Own&Operated*, qui a consisté en l'acquisition par l'opérateur d'équipements et de personnel *Well Services* : pompes, unités huile chaude (HOU) ;
- la poursuite de la surveillance du réservoir, dans le but de déterminer les meilleures opportunités de développement : *Water Shut Off, Heel Perf, SRST*, etc ;
- les opérations *Well Reservoir and Facilities Management (WRFM)*, l'optimisation d'injection gas-lift, le changement de zones de production, la réouverture de puits, la modification de duses de production.

## DIVERS

### Obangué, Tsiengui

Le transit vers le terminal du Cap Lopez de la production de Tsiengui et d'Obangué (opérateur Addax) via le site de Coucal, a représenté un volume moyen de 4,6 kb/j en 2015 (8,0 kb/j en 2014).

Au premier trimestre 2016, Addax a notifié à Total Gabon la résiliation du contrat de transport, traitement, stockage et chargement du brut entre Coucal et le terminal du Cap Lopez à compter du 18 avril 2016.

### Vanneau et Ganga

La production des champs de Vanneau et Ganga (opérateur Perenco) est achetée par Total Gabon à la société opératrice à leur arrivée respective sur Hylia et sur les 18 pouces Rabi-Kounga – Cap Lopez. La production moyenne en 2015 s'est élevée à 3,2 kb/j pour ces champs (1,1 kb/j en 2014).

### Onal, Omko, Gwedidi et Mbigou

Les productions des champs d'Onal, d'Omko, de Gwedidi et de Mbigou (opérateur Maurel et Prom Gabon) ont été transportées jusqu'au terminal du Cap Lopez, d'où elles ont été exportées. En 2015, elles ont représenté en moyenne un volume de 21,4 kb/j (25,4 kb/j en 2014).



## ACTIVITÉS

# PRODUCTION ET RÉSERVES

### » PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT

La part de la production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon<sup>(1)</sup> s'établit à 47,3 kb/j (17,3 Mb sur l'année) en 2015 contre 47,0 kb/j (17,2 Mb sur l'année) en 2014, soit environ 20% de la production gabonaise de pétrole brut.

### » PRODUCTION OPÉRÉE PAR TOTAL GABON

La production des champs opérés par Total Gabon en 2015 s'établit à 57,2 kb/j (20,9 Mb sur l'année), stable par rapport à 57,3 kb/j (20,9 Mb sur l'année) en 2014. Cette stabilité résulte de la hausse des quantités produites de brut Mandji (45,5 kb/j en 2015, contre 44,6 kb/j en 2014), compensée par la baisse des quantités de brut Rabi (11,7 kb/j en 2015, contre 12,7 kb/j en 2014).

La hausse des quantités produites de Mandji s'explique par la bonne tenue du potentiel socle et par l'apport des nouveaux puits du re-développement du champ d'Anguille.

La baisse des quantités produites de Rabi s'explique par le déclin naturel du socle et par l'absence de nouveaux puits en 2015.

En 2015, la production de pétrole brut opérée par Total Gabon représente environ 24% de la production gabonaise de pétrole brut, contre 26% en 2014.

La part de la production opérée liée aux participations de Total Gabon<sup>(1)</sup> s'est élevée à 42,8 kb/j (15,6 Mb sur l'année) en 2015, à comparer à 42,4 kb/j (15,5 Mb sur l'année) en 2014.

### » PRODUCTION NON OPÉRÉE

La production du champ de Rabi-Kounga, opérée par Shell Gabon, affiche une baisse de 3,5% à 13,7 kb/j (5,0 Mb sur l'année) en 2015, contre 14,2 kb/j (5,3 Mb sur l'année) en 2014. Cette baisse s'explique essentiellement par le déclin naturel du champ. La part de la production non opérée liée aux participations de Total Gabon s'est élevée à 4,5 kb/j (1,6 Mb sur l'année) en 2015, à comparer à 4,7 kb/j (1,7 Mb sur l'année) en 2014.

### » RÉSERVES DE PÉTROLE BRUT<sup>(1)</sup>

Au 31 décembre 2015, les réserves prouvées<sup>(2)</sup> de pétrole brut de Total Gabon atteignaient 162 Mb, contre 187 Mb en 2014. La durée de vie des réserves prouvées et probables<sup>(3)</sup> de pétrole brut au 31 décembre 2015 est de près de 13 ans au rythme actuel de production.

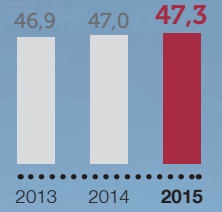
*(1) Y compris les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production.*

*(2) Les réserves prouvées sont les quantités de pétrole brut que les données géologiques et d'ingénierie permettent de déterminer avec une certitude raisonnable comme pouvant être produites dans les années futures à partir des réservoirs connus, dans les conditions économiques et opérationnelles existantes. Pour 2014 et 2015, elles ont été évaluées respectivement sur la base d'un prix du Brent de 101,27 \$/b et 54,17 \$/b (moyenne arithmétique du premier jour de cotation des douze mois de l'année).*

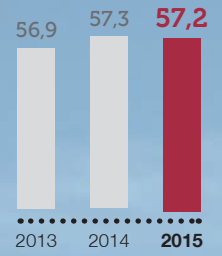
*(3) En se limitant aux réserves prouvées et probables couvertes par des contrats d'exploration-production, sur des champs ayant déjà été forés et pour lesquels les études techniques mettent en évidence un développement économique.*

**PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT**  
LIÉE AUX PARTICIPATIONS DE TOTAL GABON <sup>(1)</sup>  
en milliers de barils/jour

(1) chiffre comprenant les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production.

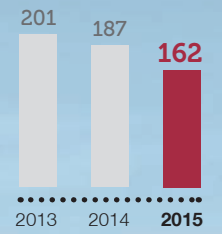


**PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT**  
OPÉRÉE PAR TOTAL GABON  
en milliers de barils/jour



**RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE BRUT<sup>(1)</sup>**  
en millions de barils

(1) chiffre comprenant les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production.



## ACTIVITÉS

# COMMERCIALISATION

### » LES PRIX

Le prix du Brent daté s'est établi à 52,4 dollars par baril (\$/b) en moyenne sur 2015 pour 99,0 \$/b en 2014. L'année 2015 a été marquée par la volatilité des prix, le Brent daté ayant connu un point bas en janvier 2015 à 45,2 \$/b, puis une remontée à 66,6 \$/b en avril avant une rechute au second semestre, pour finir l'année à 35,7 \$/b.

Le niveau historiquement élevé des stocks mondiaux de pétrole brut a mis les prix spot sous pression alors que des statistiques montrant un ralentissement de l'économie chinoise se sont succédé depuis août 2015, et ont laissé craindre un ralentissement de sa consommation de brut.

Les prix en fin d'année, avec le Brent daté qui a clôturé l'année à son plus bas niveau depuis juillet 2004, ont été affectés par :

- la perspective de la levée des sanctions sur l'Iran après l'accord obtenu avec le P5 +1 (Chine, France, Russie, Royaume-Uni, États-Unis et Allemagne) ;
- le déclin de la production nord-américaine dans un contexte de prix bas beaucoup plus lent qu'initialement envisagé ;
- la hausse de la production OPEP assortie de la réaffirmation que celle-ci n'avait pas l'intention de réduire sa production.

### » LE MARCHÉ

Après une année 2014 en demi-teinte, la demande pétrolière mondiale a été robuste, stimulée notamment par la baisse des prix des produits pétroliers dans le sillage de ceux du brut. Elle a ainsi augmenté de 1,8 Mb/j tirée par les demandes asiatiques (+1,2 Mb/j) et, dans une moindre mesure, nord-américaines (+0,3 Mb/j) et européennes (+0,3 Mb/j). Dans cette dernière région, l'effet prix a contrebalancé la baisse structurelle de la demande enregistrée ces dernières années, notamment sur le fuel, et les inquiétudes sur la zone Euro générées par la situation politique de la Grèce. En Asie, la Chine et l'Inde ont tiré cette demande avec des croissances respectives de 0,7 et 0,25 Mb/j.

La demande pétrolière en Afrique et au Moyen-Orient a été respectivement en hausse de 2,3 % soit +0,09 Mb/j (contre 1,7 % en 2014) et de 1,1 % soit +0,1 Mb/j (contre 2 % en 2014) nonobstant les crises politiques majeures dans certains pays (Syrie, Yemen, Libye...).

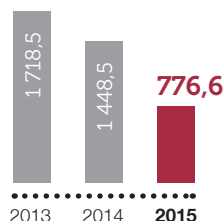
S'agissant des produits pétroliers, la hausse de la demande, sensible au prix, a principalement concerné l'essence (+0,8 Mb/j soit +3,4 %) et le gasoil (+0,48 Mb/j soit +1,7 %). La demande de fuel est demeurée en baisse (-0,27 Mb/j soit -3,5 %), principalement en raison du recul continu de la demande de fuel de soute et de l'extension des zones de contrôle des émissions de soufre.

L'offre de pétrole a progressé en 2015 par rapport à 2014 (+2,4 Mb/j). Si un ralentissement de l'augmentation de la production de brut non-OPEP en général et nord-américaine en particulier a été constaté en 2015 par rapport à 2014 (+1,09 Mb/j vs +1,2 Mb/j), la production de brut de l'OPEP a augmenté sous l'impulsion de l'Irak (environ +0,62 Mb/j) mais aussi des Émirats Arabes Unis (+0,21 Mb/j) et de l'Angola (+0,15 Mb/j). En 2015, la production OPEP s'est élevée en moyenne à 31,3 Mb/j, au-dessus des quotas officiels de 30 Mb/j.

Au niveau mondial, l'augmentation significative de l'offre de pétrole, couplée au ralentissement de l'augmentation de la demande, a entraîné une importante constitution de stocks de +1,3 Mb/j en 2015.

## VENTE DE PÉTROLE BRUT

en millions de dollars



### » LES DIFFÉRENTIELS DES BRUTS GABONAIS

Les bruts gabonais, comme tous ceux d'Afrique de l'Ouest, ont souffert dans le contexte d'un marché sur-approvisionné, en particulier sur le bassin atlantique. Ces bruts, éloignés des marchés asiatiques, ont été pénalisés par des taux de fret volatiles et en moyenne plus élevés qu'en 2014 vers toutes les destinations. Les marges de raffinage globalement élevées en 2015 témoignent du basculement vers un marché d'acheteurs, amorcé en 2014.

Le Mandji est un brut moyennement lourd et soufré qui produit principalement du fuel à haute teneur en soufre, utilisé comme soute marine. Son différentiel par rapport au Brent daté s'est légèrement dégradé en 2015 à -5,23 \$/b contre -5,04 \$/b en 2014 (moyenne arithmétique des prix fiscaux mensuels). Dans une conjoncture difficile, et par rapport au marché des bruts légers peu soufrés, très impacté par la croissance des productions locales aux États-Unis, le marché des bruts soufrés a été relativement moins pénalisé en 2015. Le portefeuille de clients asiatiques et européens a permis les arbitrages sur ces zones en fonction des maintenances de raffinerie, de l'évolution des marqueurs Brent et Dubai et des programmes d'export des bruts Oural ou des bruts medium sour du Moyen-Orient, concurrents du Mandji sur ces zones.

Le Rabi Light est un brut à faible teneur en soufre, principalement destiné jusqu'à début 2014 au marché asiatique pour la production de fuel oil à très basse teneur en soufre ou le crude burning au Japon (utilisation directe du brut dans les centrales électriques), et au marché de la côte Est américaine. Face à la disparition de ces marchés, le Rabi Light a été exporté principalement vers la Méditerranée et la Chine au cours de l'année 2015. Outre la saturation du marché atlantique en brut légers peu soufrés, qui a affecté fortement la valorisation des bruts légers nigériens (Bonga, Bonny Light, Forcados par exemple), la commercialisation du Rabi Light a souffert au cours de l'année 2015 de la disparition de la prime du fuel à basse teneur en soufre par rapport au fuel à haute teneur en soufre sur tous les marchés régionaux.

En outre, la qualité du Rabi Light a été modifiée à compter de janvier 2015 avec la sortie du flux Tchatamba du mélange. Cette modification a entraîné un alourdissement du Rabi Light (le degré API passant de 35 à 33°API), et une augmentation des rendements en fuel au détriment des rendements en essence ou distillat intermédiaires lors du traitement en raffinerie. Dans ce contexte difficile, le différentiel du Rabi Light s'est fortement dégradé, à -3,71 en 2015 contre -1,81 \$/b en 2014 (moyenne arithmétique des prix fiscaux mensuels).

### » VENTES DE PÉTROLE BRUT

Les ventes de pétrole brut se sont élevées à 776,6 millions de dollars en 2015, contre 1 448 millions de dollars en 2014. Ce recul de 46% s'explique essentiellement par la baisse du prix de vente moyen des bruts (-50%), partiellement compensée par la hausse des volumes (+7%).

### » VENTES DE GAZ

Le chiffre d'affaires des ventes de gaz s'est établi en 2015 à 1,8 M\$, en baisse par rapport à 2014 (2,6 M\$), et équivaut à un volume d'environ 24 millions de mètres cubes (Mm<sup>3</sup>) de gaz, livré sur le marché intérieur.

## ACTIVITÉS

# RESSOURCES HUMAINES

### » RECRUTEMENT ET CARRIÈRES

Cinq nouveaux collaborateurs ont rejoint l'Entreprise en 2015, parmi lesquels quatre ingénieurs, dans les métiers achats, forage, exploitation et géosciences. Ce chiffre est en recul par rapport aux années précédentes, en raison d'un contexte économique peu favorable, mais également en raison du renouvellement de près de la moitié des effectifs ces six dernières années.

Total Gabon accorde une attention toute particulière au suivi des jeunes embauchés, avec l'entrée de ces derniers, dès le recrutement, dans un parcours de professionnalisation prévoyant l'alternance de postes et des formations avec pour objectif d'atteindre l'autonomie professionnelle. Les nouveaux embauchés sont informés, en présence de leur responsable Métier et du Gestionnaire de Carrières, du parcours et des objectifs assignés durant les six années (en moyenne) que dure cette période de professionnalisation.

Un comité d'insertion évalue régulièrement leur processus d'intégration au sein de l'entreprise et gère leur évolution en s'appuyant sur un programme de formation technique métier et de développement personnel.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention de partenariat signée en 2014 entre Total Gabon, le Fonds d'aide à l'Insertion et à la Réinsertion professionnelles (FIR) et le ministère du Travail et de l'Emploi, 72 stagiaires ont été accueillis au sein de l'entreprise en 2015.

Rappelons que l'objectif de ce partenariat est, par le biais d'une immersion en milieu professionnel, de contribuer à l'employabilité de jeunes gabonais inscrits à l'Office National de l'Emploi (ONE).

Enfin, en 2015, soixante-trois salariés ont bénéficié localement d'une mobilité professionnelle et le nombre de collaborateurs gabonais en affectation internationale dans les filiales ou au siège du groupe Total s'établit à vingt-et-un. La mobilité tant interne qu'internationale est également un des moyens pour développer les compétences des collaborateurs nationaux et les préparer à prendre des postes à responsabilité.

### » FORMATION

Le développement des ressources humaines passe également par le renforcement des compétences des collaborateurs à travers la formation professionnelle. Ainsi, en 2015, l'effort de formation a été maintenu à un niveau élevé, soit 2,7 millions de dollars.

Ce budget a été consacré pour :

- 34 % aux formations collectives tous métiers, organisées principalement au Gabon, à Port-Gentil, avec un accent particulier pour les formations Hygiène Sécurité Environnement (HSE) ;
- 66% aux formations individuelles souvent de longue durée (par cursus diplômant et certifiant), aux formations d'intégration de jeunes ou de reconversion, ainsi qu'aux formations ne pouvant être réalisées localement.

La poursuite des actions d'intégration des jeunes recrutés ces dernières années, à travers notamment les parcours de professionnalisation, doit maintenir ce niveau d'investissement humain.

### » PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES

En 2015, Total Gabon a été impacté par la grève générale et illimitée lancée par l'Organisation Nationale des Employés du Pétrole, du 2 décembre 2014 au 1<sup>er</sup> février 2015, la plus longue dans l'histoire du secteur pétrolier gabonais.

En juin 2015, la Direction Générale et les Délégués du personnel ont conclu un nouveau protocole relatif à l'intéressement des salariés aux résultats et aux performances de l'entreprise, avec la prise en compte d'objectifs Hygiène Sécurité et Environnement ainsi que des objectifs en matière de maîtrise des coûts d'exploitation, en complément des objectifs de résultat financier.

Enfin, les élections organisées au 4<sup>e</sup> trimestre 2015 ont permis la mise en place d'un nouveau collège de Délégués du Personnel.

**EFFECTIFS PRÉSENTS**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

EXPATRIÉS : 99



GABONAIS : 409

Ingénieurs	130
Agents Techniques Supérieurs (ATS)	127
Agents Très Hautement Qualifiés (ATHQ)	118
Employés et Ouvriers (EO)	34





## ACTIVITÉS

# HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

### » RÉSULTATS SÉCURITÉ

En 2015, les principaux indicateurs sécurité sont en léger recul par rapport à 2014 :

- le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail (LTIF<sup>(1)</sup>) s'établit à 0,23 contre 0,17 en 2014 ;
- le taux de fréquence des accidents (TRIR<sup>(2)</sup>) s'établit à 1,39 contre 1,32 en 2014.

Ces deux indicateurs intègrent notamment deux décès que la Société a déplorés début 2015, et qui ont conduit à l'élaboration d'un plan d'action articulé autour des axes suivants : culture HSE, actions à l'égard des contracteurs et sur les installations.

Le nombre d'incidents à haut potentiel (HPI) recensé est en hausse, avec 51 HPI en 2015 contre 37 en 2014. Leur typologie reste toutefois comparable, avec notamment 47% des HPI de type pertes de confinement.

Le volume des heures travaillées en 2015 est 8,6 millions contre 12 millions en 2014.

### » ENVIRONNEMENT

En 2015, la teneur moyenne en hydrocarbures dans les eaux de rejet a été de 27 mg/l sur le site de Grondin contre 17,0 mg/l en 2014. Des difficultés rencontrées début 2015 ont impacté les performances du rejet d'eau, notamment un retard de maintenance sur les unités d'hydrocyclones lié à la grève des employés du secteur pétrolier pendant les mois de décembre 2014 et janvier 2015. Le nettoyage des hydrocyclones, du décanteur à plaques et la reprise des réglages des différents paramètres de fonctionnement, ont permis de retrouver la pleine capacité de traitement de ces unités.

Au terminal de Cap Lopez la teneur moyenne est stable en 2015, par rapport à 2014, à 8 mg/l.

En 2015, le volume de gaz évacué par les torches a été de 1,113 MSm<sup>3</sup>/j dont 0,053 MSm<sup>3</sup>/j de gaz venté en amélioration par rapport à 2014 (1,186 MSm<sup>3</sup>/j dont 0,086 MSm<sup>3</sup>/j de gaz venté). L'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour un objectif de 90,0 kt équivalent CO<sub>2</sub> /Mbep s'élève à 85,9 kt équivalent CO<sub>2</sub> /Mbep en 2015 contre 87,4 kt équivalent CO<sub>2</sub> /Mbep en 2014.

Les projets ci-dessous, mis en service en 2014, ont contribué à améliorer les indicateurs de rejets gazeux en 2015 :

- le re-développement du champ d'Anguille avec réduction du brûlage ;
- le retour gaz BP entre AGM et TRM ;
- le compresseur gas-lift sur le site d'Atora permettant une meilleure utilisation du gaz associé et l'arrêt des prélèvements sur un puits à gaz ;
- l'installation d'un électro-compresseur sur Avocette et l'installation d'un nouveau turbogénérateur sur Coucal.

### » HYGIÈNE INDUSTRIELLE

En 2015, pour la préservation de l'hygiène industrielle, les actions suivantes peuvent être signalées :

- vingt-trois audits et inspections sur l'ensemble des sites ;
- le contrôle qualité, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, des denrées alimentaires des entreprises de catering avant leur envoi sur les sites de production (484 containers contrôlés en 2015) ;
- la réalisation de trente-et-une sessions de sensibilisation aux risques professionnels.

(1) LTIF : Lost Time Injury Frequency, nombre d'accidents avec arrêt par millions d'heures travaillées. Cet indicateur est calculé globalement pour le personnel de Total Gabon et pour le personnel des entreprises extérieures.

(2) TRIR : Total Recordable Injury Rate, nombre d'accidents déclarés par millions d'heures travaillées. Cet indicateur est calculé globalement pour le personnel de Total Gabon et pour le personnel des entreprises extérieures.



## ACTIVITÉS

# DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ACTIVITÉS DE DIVERSIFICATION

Les activités de diversification et de développement durable de Total Gabon sont essentiellement financées par la Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et par la Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH). Elles concernent des organismes ou des projets d'intérêt général, principalement dans les domaines des infrastructures, de la santé, de la biodiversité et de l'éducation. Les dépenses engagées par la Société au cours de l'exercice 2015 se sont élevées à 63,8 M\$ (91 M\$ en 2014), dont 8 M\$ dans le cadre de la PID (8 M\$ en 2014), 55 M\$ dans le cadre de la PIH (82 M\$ en 2014) et 0,84 M\$ dans le cadre du fonds de développement des communautés locales (1 M\$ en 2014).

### » ÉDUCATION ET FORMATION

À l'issue de la phase de formation théorique réalisée en 2014, les étudiants de la première promotion (session 2014 – 2015) de l'Institut du Pétrole et du Gaz ont poursuivi leur cursus avec un stage de cinq mois en entreprise. Au terme de celui-ci, un jury présidé par le CEO IFP-Training a validé les acquis des élèves. Les 15 élèves concernés ont obtenu leur diplôme Master Petroleum Engineering. La cérémonie de remise des diplômes a eu lieu le 26 juin 2015 dans les locaux de l'Institut, en présence des membres du Gouvernement, des autorités administratives de Port-Gentil et des directeurs généraux des sociétés pétrolières opératrices.

La session de la deuxième promotion (2015 – 2016) a débuté le 2 mars 2015 après une campagne de recrutement/sélection des candidats. À l'issue des cours de génie pétrolier (partie géosciences) avec IFP-Training au 1<sup>er</sup> semestre 2015, cette seconde promotion a réalisé une formation forage du 15 juin au 18 septembre 2015. Elle a été conclue par la visite de divers sites et rigs de forage des sociétés pétrolières, dont Total Gabon, pour un premier contact avec le terrain.

- Le soutien financier au Lycée Victor Hugo de Port-Gentil et aux classes préparatoires du Lycée Léon Mba de Libreville, s'est poursuivi en 2015, conformément à la convention signée avec la Mission Laïque Française. Ces soutiens sont nécessaires pour maintenir un haut niveau d'enseignement, notamment dans les classes préparatoires.
- Le soutien financier au Centre de spécialisation professionnelle (CSP) de Port-Gentil a été maintenu en 2015. Sur les 45 stagiaires inscrits pour l'année scolaire 2014-2015, 44 ont reçu le certificat de spécialisation professionnelle, soit un taux de réussite de 98%. L'année académique 2015-2016 a débuté le 21 septembre 2015 avec 40 stagiaires.
- Le soutien au programme bourses enseignement supérieur a été maintenu en 2015. Ce programme a pour objet de soutenir financièrement des étudiants des filières Géosciences cycle ingénieur durant toute la durée de leur formation. Pour l'année académique 2015-2016, trois nouveaux étudiants ont signé des contrats de parrainage avec Total Gabon.

### » SANTÉ ET RECHERCHE MÉDICALE

Le soutien financier au **Centre International de Recherches Médicales de Franceville (CIRMF)** a été maintenu en 2015. L'activité du CIRMF s'articule comme toujours autour de trois axes :

- la recherche : le CIRMF a produit 35 publications en 2015 et a poursuivi sa réorientation scientifique conformément aux directives du Conseil scientifique. En effet, les activités sont totalement orientées vers la recherche sur les maladies infectieuses, la compréhension de l'émergence des agents pathogènes et l'apparition des épidémies ;
- la formation : le CIRMF a poursuivi de manière significative ses missions de formation, aussi bien par l'accueil d'étudiants dans le cadre de leur stage que par la présentation de cours dans les institutions gabonaises d'enseignement supérieur ;
- l'appui à la santé publique s'est opéré de plusieurs manières : analyses biologiques et hématologiques, veilles microbiologiques au Gabon et dans d'autres pays d'Afrique centrale, dépistage néonatal de la drépanocytose.

### » INFRASTRUCTURES

L'avancement global des travaux de construction de l'aérogare internationale de Port-Gentil est estimé à 85 % à fin décembre 2015. La livraison de l'ouvrage et la mise en service initialement estimées fin décembre 2015 et fin du premier trimestre 2016, devraient être réalisées à la fin du premier trimestre et fin du premier semestre 2016.

### » DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le soutien financier à l'**Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD)** a été maintenu en 2015. Tout au long de l'année, l'IGAD a développé des actions de communication au travers des médias. L'Institut a poursuivi l'exécution du Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon (PRODIAG). À fin 2015, dans le cadre de ce projet, 936 exploitations agricoles ont été aménagées ou sont en cours d'aménagement.

Par ailleurs, l'IGAD a poursuivi ses partenariats avec OLAM GABON, SUCAF, WWF et FAO.

### » FORUM SUR LE CONTENU LOCAL

En 2015, Total Gabon a participé du 6 au 8 juillet à un **forum sur le contenu local** organisé par le Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures. À cette occasion, la Société a présenté ses actions en matière de promotion des PME/PMI gabonaises, de développement des compétences des nationaux et d'accès aux postes à responsabilité au sein de l'entreprise. Au terme de ce forum, le Gouvernement gabonais a mis en place un comité composé des autorités des secteurs pétrolier et parapétrolier, chargé de réfléchir sur les moyens d'aller plus loin sur les actions de contenu local.